

N° DP 25/481

DECISION DU PRESIDENT

DESIGNATION, FIXATION ET REGLEMENT DES HONORAIRES DE LA SCP GUERIN-GOUGEON POUR REPRESENTER LA METROPOLE TPM DEVANT LE CONSEIL D'ETAT - AFFAIRE ARTELIA

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le pourvoi en cassation formé par la société Artelia contre l'arrêt 24MA02194 et 24MA02303 du 17 février 2025 de la cour administrative d'appel de Marseille,

VU la convention d'honoraires entre la Métropole TPM et le SCP GUERIN-GOUGEON relative à la défense sur le pourvoi en cassation formé par la société Artelia,

CONSIDERANT qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole TPM devant le Conseil d'Etat pour le pourvoi n°502246,

CONSIDERANT qu'il convient de désigner la SCP GUERIN-GOUGEON pour défendre les intérêts de la Métropole TPM devant le Conseil d'Etat, de fixer les tarifs et régler les honoraires de toutes factures et dépenses en lien avec l'affaire,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DESIGNER la SCP GUERIN-GOUGEON pour défendre les intérêts de la Métropole devant le Conseil d'Etat pourvoi n°502246.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention d'honoraires, ci-annexée, fixant les tarifs applicables aux honoraires de la SCP GUERIN-GOUGEON.

ARTICLE 3

DE REGLER les tarifs applicables aux honoraires de la SCP GUERIN-GOUGEON dans le cadre de l'affaire, ainsi que toute autre facture à intervenir dans la présente instance en lien avec cette affaire.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération N°23 article N°62268, Budget principal.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **07 MAI 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



U.S. MAIL 1933



GUÉRIN – GOUGEON

AVOCAT AU CONSEIL D'ÉTAT ET À LA COUR DE CASSATION

CONVENTION D'HONORAIRES

PARTIES :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, située Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre, 83041 Toulon

« La cliente »

ET

La SCP Guérin – Gougeon, avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, domiciliée au 28 bis rue de Richelieu, 75001 Paris, dont le numéro Siren est le 903 417 426, prise en la personne de M^e Nicolas Guérin, son associé gérant.

« L'avocat »

MISSION :

L'avocat a pour mission de se constituer en défense sur le pourvoi en cassation formé par la société Artelia contre l'arrêt n^{os} 24MA02194 et 24MA02303 du 17 février 2025 de la cour administrative d'appel de Marseille, de préparer puis de déposer un mémoire en défense à ce pourvoi et de suivre la procédure jusqu'à la décision du Conseil d'État.

HONORAIRES :

Les parties conviennent que les honoraires de l'avocat seront d'un montant de 1 500 € HT, soit 1 800 € TTC pour l'accomplissement des missions mentionnées au point précédent.

Ces honoraires ne comprennent pas la préparation et le dépôt éventuels :

- de mémoires en défense complémentaires ;
- de notes en délibéré.

Des honoraires complémentaires seront par ailleurs demandés si le dossier devait donner lieu à la rédaction d'une question prioritaire de constitutionnalité et/ou donner lieu à une procédure devant une juridiction différente (Conseil constitutionnel et Cour de justice de l'Union européenne notamment).

Ces autres missions, que la cliente déciderait de confier à l'avocat, conduiraient à l'établissement d'une convention distincte et d'une facturation séparée.

Ces honoraires ne couvrent pas les frais de procédure pouvant être exigés le cas échéant et qui demeurent à la charge de la cliente sur justificatifs fournis par l'avocat.

Les honoraires convenus sont dus dans leur intégralité, alors même que la cliente déciderait de ne pas poursuivre la procédure après communication du projet de mémoire en défense ou de désistement de la partie adverse en cours de procédure ou après communication du projet de mémoire en défense.

Il en va de même en cas de non-lieu prononcé par la juridiction.

Conformément aux règles professionnelles de l'ordre des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation, les honoraires sont exigibles à la date de la note d'honoraires dans leur totalité, l'instruction du dossier étant subordonnée à leur paiement.

MÉDIATEUR DES AVOCATS AUX CONSEILS :

Si une difficulté survenait entre les parties au sujet de la signature ou dans l'exécution de la présente convention, il est possible de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat aux Conseils, aux coordonnées suivantes :

Médiateur de la consommation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation

M. Jean Barthélémy

5 quai de l'Horloge, 75001 Paris

mediateuraac@ordre-avocats-cassation.fr

<https://mediation-consommation-avocats-aux-conseils.fr>

Fait à Paris, en deux exemplaires, le 23 avril 2025.

L'avocat

Pour la SCP Guérin-Gougeon
M^e Nicolas Guérin



La cliente

Pour la Métropole

